



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 320

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Beuvry

LES MOULINS DE SAINT-AUBERT

Arrêté du

23 DEC. 2025

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier Lauch en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2004 modifié autorisant la société LES MOULINS DE SAINT-AUBERT, dont le siège social se situe Rue Delbecque à BEUVRY (62660) à exploiter une usine de production de pains précuits et pains crus surgelés à la même adresse ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite d'inspection du 4 novembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 17 novembre 2025 suite à la visite du 4 novembre 2025 ;

Vu la transmission du rapport à l'exploitant le 17 novembre 2025 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 19 novembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des non-conformités aux articles 22 et 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, non-conformités présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;
2. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de mise à jour des analyses méthodiques de risques, des plans d'entretien et de surveillance, des carnets de suivi et de réalisation d'analyses complémentaires en cas de présence de flore interférente peut entraîner la mauvaise gestion des tours aéroréfrigérantes et par conséquent la dispersion de *legionella pneumophila* dans l'environnement ;
3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de rétention peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société LES MOULINS DE SAINT-AUBERT à BEUVRY (62660) de respecter les prescriptions et dispositions des articles 22 et 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : La société LES MOULINS DE SAINT-AUBERT exploitant une installation classée sise Rue Delbecque à BEUVRY (62660) est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé en réalisant la mise à jour de l'analyse méthodique des risques, la rédaction des plans d'entretien et de surveillance, la mise en œuvre des carnets de suivi ainsi que les mises à jour et l'application de ses procédures définissant les actions à mener en cas de prolifération de légionelles pour l'ensemble des tours aéroréfrigérantes dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

- de l'article 22 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé en plaçant sur rétentions adaptées les produits dangereux pour l'environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

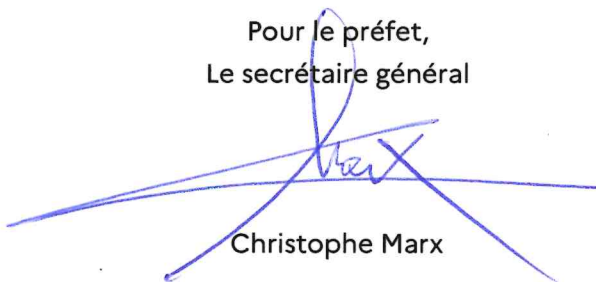
Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BÉTHUNE et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LES MOULINS DE SAINT-AUBERT, dont une copie sera transmise en mairie de BEUVRY.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe Marx

Copie à :

- la société LES MOULINS DE SAINT-AUBERT
- la sous-préfecture de BÉTHUNE
- la mairie de BEUVRY
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois

